

Histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain
Conception GRENOBLE Ecole de Management
Session 2024

1 – Le sujet : Quelle place pour l'UE dans l'espace méditerranéen ?

2 – Barème, attentes du jury

1792 copies corrigées, moyenne : 10,27, écart-type : 3,61, notes de 0 à 20.

Les questions qu'il fallait se poser :

- . Est-ce un espace secondaire pour l'UE (par rapport à d'autres espaces, qu'ils soient maritimes ou non), un espace parmi d'autres (Mer Noire mais aussi indopacifique), un espace dépendant de son hinterland (Afrique voire Caucase) ? Ou bien s'agit-il, au contraire, d'une zone d'influence prioritaire ?
- . La réponse dépend du *critère* retenu pour en décider : est-il économique et commercial (là, les partenaires non méditerranéens l'emportent largement) ou *géographique* la proximité rend cet espace incontournable, si l'UE ne s'en occupe pas, il se rappellera à elle car c'est une « ligne de vie », une « plaque tournante » et une « zone tampon »), sans parler du droit de passage des navires russes et turcs
- . Cette place est-elle *contestée* et si oui par qui (par les autres grandes puissances ; par les pays de la rive Sud et de la façade Est) ?
- . Est-elle *de plus en plus* contestée (comparer la situation actuelle et la situation à l'issue de première guerre mondiale, mais aussi à celle de la guerre froide, avec les positions soviétiques sur la rive Sud et au bord de la Mer Noire) ?
- . L'UE peut-elle continuer à se positionner en **patron** (paternaliste) ou doit-elle se transformer en **partenaire** (égalitaire) ?

Les enjeux qu'il fallait souligner :

- L'UE doit être capable de **structurer** cet espace pour qu'il soit **compatible** avec elle ou **converge** vers elle (alliances militaires réversibles, bases navales et mouvements de flottes contestées, Frontex critiqué, traités commerciaux difficiles à signer ou à ratifier, au risque de décevoir les candidats à l'accession)
- C'est dans cet espace que se recruteront ou pas les **futurs soutiens** de l'Union (les pays candidats)
- L'UE doit avoir la capacité de **limiter ses propres divisions** sur les problèmes posés par les pays méditerranéens ou soulevés par leurs gouvernements.
- Elle doit s'accommoder, tout en les limitant, des **divisions des pays méditerranéens** sur les enjeux européens (migrations, trafics, ressources énergétiques, soutiens recherchés pour triompher de leurs adversaires), afin de les empêcher de **diverger** de plus en plus de la ligne d'horizon tracée pour l'UE par ses membres.
- Elle doit trouver les moyens d'atteindre les buts de l'UE : conclure des **partenariats**, s'appuyer sur d'autres **organisations** (*UpM* à ambition limitée et démarrage lent, freinée ou combattue par des pays de la rive sud comme la Libye et l'Algérie), mais une *OIM* en expansion qui est focalisée sur la Méditerranée) et des puissances régionales (accords avec l'Égypte et la Turquie).
- Mais les efforts de l'UE se heurteront longtemps aux **conflits insolubles** (Maroc/Algérie sur le Sahara occidental ; guerre civile libyenne ; guerres liées à la dissolution de l'URSS et de la Yougoslavie ; conflit israélo-palestinien).

3 – Remarques de correction

Sur ce sujet réalisable et actuel on a **valorisé les copies** ayant une **vision historique longue** qui étendent de façon pertinente le **périmètre géographique** supposé (vers les Balkans occidentaux ou la Mer Noire, et bien sûr l'Afrique). Ont aussi été récompensées les copies qui distinguaient des **sous-espaces** (Méditerranée orientale/occidentale).

On a donné également un **bonus aux copies** qui s'intéressaient aux **représentations** respectives de cet espace au Nord et au Sud, en insistant sur la

nécessité d'adopter une vision non strictement « européenne » et ne pas faire d'eurocentrisme.

Certaines copies ont révélé des connaissances faibles du sujet (interaction UE/ voisinage Sud). Il y a eu assez peu d'introductions développées et problématisées et peu, voire aucune prospective en fin de copie. Les documents ont soit bien été utilisés (ce qui méritait une prime), soit pas assez ou même mal exploités.

Il n'y avait pas de **plan** qui s'impose, il devait découler de la façon dont on répondrait aux questions implicitement soulevées par le sujet et de la capacité à identifier ses enjeux géopolitiques.

On aurait pu essayer un plan de ce type, mais d'autres fonctionneraient aussi bien :

- . 1) L'UE contrôle depuis longtemps et elle contrôle encore assez bien ce voisinage-là ; en tout cas elle y parvient mieux que dans d'autres espaces ; de toute façon, les pays membres de l'Union n'en ont jamais eu le monopole ;
- . 2) Cet espace est aujourd'hui plus disputé encore qu'autrefois, les grandes puissances se devant de s'y investir pour tenir leur rang ; les puissances moyennes régionales, elles, deviennent les attracteurs par défaut des mouvements anticolonialistes ;
- . 3) L'UE est moins dépendante économiquement et politiquement des événements qui se produisent dans cet espace que de ceux qui affectent d'autres zones de prospérité ; pourtant, elle ne peut pas s'en désintéresser (car elle fait le lien entre l'Asie et l'Occident), il lui faut rivaliser avec les Etats-Unis et la Chine ; elle doit aussi surveiller la Turquie, l'Iran, la Russie et l'Arabie saoudite pour ne pas se faire évincer de la région ; elle ne s'en tirera pas seulement en rappelant les pays non membres au respect des droits humains, donc en exerçant son « soft power », son pouvoir normatif.

Les erreurs qu'il fallait éviter pour ne pas être hors sujet :

- Parler peu ou pas de l'UE et la confondre avec « l'Europe »
- S'attarder sur les institutions de l'Union et leur évolution en cours
- Se focaliser sur les questions migratoires